

Paris, le 27 février 2017

ALCEN

Maël Dancette

Rédacteur en chef « Connaissance des énergies.org »

Monsieur,

Vous avez bien voulu solliciter Jean-Luc Mélenchon pour une "*tribune de 1 à 2 pages*" au sujet "*du paysage énergétique mondial en 2050*". Nous vous en remercions. Vous trouverez ci-dessous les principaux constats et propositions de la France insoumise à ce sujet.

Au niveau mondial, on ne peut que constater un accroissement quasi-exponentiel de la consommation d'énergie, avec son corollaire de dégradation climatique. La seule diminution constatée de la consommation énergétique mondiale (-1,5 %) ne doit rien à une prise de conscience de l'urgence climatique, mais bel et bien à la crise bancaire de 2008-2009. D'un autre côté, l'énergie mondiale provient pour 81 % de sources non-renouvelables (parmi lesquelles le nucléaire représente quelques 2 %). Au rythme actuel, personne ne conteste plus que ces ressources seront quasi-épuisées à l'échéance d'un siècle, au mieux. Mais entre savoir et agir, il y a loin : le pétrole d'aujourd'hui est revenu à son prix d'avant la crise de 1974.

Ce constat fait, il nous faut bien évidemment comprendre le problème énergétique sous deux entités différentes : les pays dits "développés" (principalement l'OCDE) et les pays "en voie de développement".

- Pour ce qui est de l'OCDE, on constate une (faible) baisse relative de la consommation d'énergie, désormais structurelle, due en partie à des avancées technologiques, voire à une prise de conscience, mais également due au passage d'une économie de production à une économie de consommation (résidentiel-tertiaire). D'un autre côté, on assiste (et ce n'est pas uniquement en raison du réchauffement climatique) à une relative montée en puissance des énergies renouvelables.
- De manière symétrique, pour ce qui concerne les pays "en voie de développement", la demande d'énergie reste forte, et reste dirigée de fait par la demande des pays de l'OCDE (l'essentiel de la production des biens de consommation pour l'OCDE se situant dans ces pays). Les énergies utilisées restent (pour des questions de coûts et de technologies) essentiellement les non-renouvelables.

Les prises de conscience sur les questions énergétiques actuellement sont essentiellement orientées vers le besoin de changer de sources d'énergie et peu vers la nécessaire réduction de notre consommation d'énergie.

Pourtant, il nous semble qu'il est nécessaire de travailler ces deux sujets de pair, et de réaliser une réelle transition (parlons même de révolution énergétique), en changeant nos modalités de production et nos habitudes de vie. L'énergie doit redevenir un bien commun et partagé, au centre de l'activité humaine, avec toujours à l'esprit les conséquences futures de nos décisions d'aujourd'hui.

C'est pourquoi, le programme de la France insoumise, *l'Avenir en commun*, accorde aux questions d'énergie une importance particulière. Nos propositions dans ce domaine feront même l'objet d'un livret dédié ayant vocation à préciser et détailler nos propositions, dont la parution est prévue prochainement. Elles s'articulent autour de quelques axes principaux :

- Réduire fortement la consommation d'énergie finale, en particulier par la réhabilitation thermique. Nous estimons (voir le scénario Négawatt) qu'il est possible en 2050 de diviser par deux la consommation d'énergie finale par rapport à 2015 (60% par la sobriété et 40% par l'efficacité).
- Viser la sortie totale des énergies fossiles et nucléaires en 2050. Les énergies fossiles parce que la nécessité climatique l'impose, l'énergie nucléaire en raison de son coût, de ses dangers présents et à venir, et des questions (déchets, démantèlement, implications sociétales) qu'il est nécessaire d'anticiper dès aujourd'hui. Ajoutons que notre pays, s'il ne dispose pas de sources d'énergies fossiles ou nucléaires, est abondamment pourvu en ressources renouvelable : vent, biomasse, solaire, hydraulique de toutes natures, géothermie...
- Prendre l'énergie en compte dans les décisions d'aménagements et de développement, afin de lier le "paramètre énergie" et ses conséquences dès les premières réflexions engageant l'avenir.
- Faire revenir l'Énergie dans le secteur public, pour que la consommation énergétique – sous son aspect financier – ne soit plus une fin en soi, mais que l'énergie soit réellement au service d'un développement humain.
- Garantir le droit à l'énergie, parce que nier l'énergie, quelles qu'en soient les raisons, revient à briser le lien social au sein de nos sociétés : instaurer une tarification progressive sur l'eau et l'énergie incluant la gratuité des quantités indispensables à une vie digne et pénalisant les mésusages et gaspillages.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, nous vous invitons également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, en librairie ou à l'adresse suivante : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise